

PRIX DE L'ABONNEMENT.
Edition Quotidienne.

En An. 6 Mois. 2 Mois. 1 Mois.
POUR LES ETATS-UNIS.....\$2.00 \$1.00 \$0.50
POUR L'ETRANGER.....\$3.15 \$1.55 \$0.75
Les abonnements se soldent invariablement d'avance.

Le Numéro



Cinq Sous

PRIX DE L'ABONNEMENT.
Edition Hebdomadaire.

En An. 6 Mois. 3 Mois. 1 Mois.
POUR LES ETATS-UNIS.....\$3.00 \$1.50 \$0.75
POUR L'ETRANGER.....\$4.00 \$2.00 \$1.00
Les abonnements se soldent invariablement d'avance.

L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

POLITIQUE, LITTÉRATURE.

PRO ARIS ET FOCIS

SCIENCES, ARTS.

1er Septembre 1827.

NOUVELLE-ORLEANS, MARDI, 10 DECEMBRE 1907

81ème Année.

LA MORT DU ROI OSCAR DE SUEDE.



Stockholm, Suède, 9 décembre.—Le roi Oscar II de Suède est mort hier matin à 9 heures 10 dans les appartements royaux du palais de Stockholm. Le vénéré souverain s'est éteint paisiblement entouré des membres de la famille royale, des dignitaires de la Cour et des principaux ministres d'Etat.
Lorsque le drapeau suédois a été mis en berne un silence solennel s'est fait parmi les foules rassemblées devant le palais, silence parfois entrecoupé de ces mots prononcés à voix basse: "Notre roi bien-aimé est mort".
A 5-15 heures les médecins du palais se rendant compte que le roi se rapprochait rapidement avaient administré de nouveaux stimulants au malade, pendant que les principaux dignitaires de la cour et les ministres étaient massés en toute hâte au palais où, avec la famille royale, ils ont assisté aux derniers moments du Souverain.

de conserver leurs fonctions et de l'aider comme ils avaient aidé son père. Les ministres ont accédé à cette requête et prêté le serment d'usage à la suite duquel le roi Gustave a lu sa proclamation et annoncé que sa devise était: "Avec le peuple pour la Patrie".
Stockholm, 9 décembre.—Le corps du roi de Suède, qui est mort hier matin à Stockholm, a été embaumé aujourd'hui et restera exposé dans la chapelle du palais royal jusqu'au moment des funérailles, qui auront probablement lieu vers la fin de la semaine.
La reine Victoria, femme du roi Gustave, est arrivée ce matin à Stockholm.

Télégramme de condoléance du président Roosevelt.

Washington, 9 décembre.—Le gouvernement américain a été officiellement avisé de la mort du roi Oscar de Suède, par le ministre M. Grave, qui a envoyé hier soir une dépêche au département d'Etat.
Ce matin, à la première heure, le président Roosevelt a envoyé le télégramme de condoléances suivant au nouveau roi de Suède: "Je sympathise profondément avec Votre Majesté et avec le peuple de Suède dans la perte d'un père honoré et d'un souverain vénéré".

Frédéric, Oscar II, roi de Suède et anciennement de Norvège aussi, était né à Stockholm le 21 janvier 1829. Il succéda à son frère Charles XV, le 18 septembre 1872. Destiné à la Ma-



LA REINE VICTORIA de Suède.

1876; l'île de Saint-Barthélemy, aux Antilles, cédée à la France. Le roi, selon l'antique coutume des souverains de Suède et de Norvège, fit un voyage en Laponie norvégienne jusqu'au Cap Nord, en septembre 1873. Il visita les cours de Berlin et de Rome, de mai à juillet 1875 et envoya son fils aîné parcourir l'Europe méridionale et occidentale. Le jeune prince séjourna à Paris pendant l'Exposition universelle de 1878, à laquelle la Suède et la Norvège participèrent.

1884. Le même jour, comme réplique à la justice norvégienne, le roi conféra au chef du cabinet l'ordre des Séraphins. Quelques mois plus tard, à la suite de plusieurs tentatives de conciliation, le roi de Suède se résolut à constituer un cabinet norvégien, en mettant à sa tête le chef même du parti radical, le président du Storting, M. Sverdrup, républicain d'opinion.

Celui-ci entra en fonction le 26 juin 1884 et se vit bientôt accusé de modération et de tiédeur par ses anciens partisans, et les crises recommencèrent. Pour donner une satisfaction partielle aux réclamations séparatistes, le roi proposa, le 19 mars 1885 un article additionnel à l'acte d'union, en vertu duquel trois commissaires norvégiens seraient nommés auprès du ministre suédois des affaires étrangères, pour l'assister dans la négociation des traités. Cette concession fut repoussée, en 1886, comme excessive, par le Parlement suédois, et, comme insuffisante par le Storting norvégien. Depuis, la suite des crises ministérielles et des remaniements de cabinets indique la persistance de la lutte entre des exigences politiques et des intérêts économiques difficiles, sinon impossibles à concilier. Ainsi à la fin de juin 1892, nous voyons encore une fois le Storting renouveler, son vote pour l'établissement de consulats norvégiens en Europe, le roi refusant de sanctionner et le ministère de Christiania donner une fois de plus sa démission.

Comme faite plus particulièrement par les annales au roi Oscar II, il faut rappeler ses relations avec les autres souverains, ses nombreux voyages ou séjours à l'étranger, intéressés plus ou moins les questions d'ordre européen.
A peine sur le trône, l'empereur d'Allemagne, Guillaume II, vint le visiter à Stockholm, et il reçut des marques de sympathie assez peu conformes aux anciens sentiments des pays scandinaves; le roi de Suède s'empres- s'a d'aller lui rendre cette visite quelques semaines plus tard, et trouva à son tour auprès de lui un accueil fait pour encourager les nouvelles sympathies d'une partie de la Suède pour l'Allemagne, mais aussi pour exhorter encore le mécontentement de la population norvégienne, où vit le souvenir de son ancienne union avec le Danemark. Les voyages du roi Oscar, qu'il l'osa conduire en Angleterre et en Russie, l'ont à plusieurs reprises amené en France, à Paris, à Biarritz, à Nice; et partout, sans égard aux questions politiques, il fut l'objet d'un accueil sympathique, s'adressant particulièrement au prince libéral et éclairé. C'est en effet un des souverains qui ont témoigné le plus d'intérêt pour les sciences et les lettres. Entre autres gages de cette sol-



GUSTAVE V. le nouveau roi de Suède.

Dans la chambre mortuaire la reine, agenouillée, entourée de ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants, pria, implorant Dieu de lui donner la force de surmonter sa douleur, pendant que les cloches sonnaient le glas dans toutes les églises de Suède, annonçant le trépas du Souverain.
A 1 heure de l'après-midi le roi Gustave V a prêté le serment d'office devant le cabinet et la Cour assemblée dans la grande galerie du Palais.
Le serment a été administré par le premier ministre, M. Lindman.
Les princes royaux ont ensuite prêté le serment d'obéissance au nouveau souverain qui les a embrassés.
Cet acte terminé le cabinet a donné sa démission, mais le roi a prié les ministres

rine, il prit part de bonne heure à plusieurs expéditions, soit comme cadet ou officier, soit comme commandant d'escadre. Il suivit les cours de l'université d'Uppsala, sous la direction de l'historien Carlsson, et voyagea sur le continent. Il fut couronné solennellement à Stockholm, le 12 mai 1873 et à Drontheim, comme roi de Norvège, le 18 juillet; mais les crédits nécessaires à cette dépense ne furent accordés par la Chambre qu'après des débats longs et animés. Il s'occupa immédiatement de la réorganisation de l'armée, des chemins de fer et de l'instruction secondaire spéciale. Une convention mondiale fut conclue avec le Danemark, le 19 décembre 1873; cette nouvelle législation sur la navigation commerciale entra en vigueur en mai 1874; le système métrique fut introduit, 13 mai

litude, il faut rappeler le concours qu'il institua, en 1889, à l'occasion du sixième anniversaire de sa naissance, entre les savants de toute l'Europe; concours dans lequel deux mathématiciens français remportèrent les deux premiers prix.
Le roi Oscar II a occupé ses loisirs, non sans succès, à des travaux littéraires. On cite de lui une monographie de "Charles XII"; deux volumes de poésies: "Souvenirs de la Flotte Suédoise" (Ur Svenska flottans Minnen); "Poèmes et folios de mon journal"; la traduction de "Cid" de Herder, de "Tasso" et de "Faust" de Goethe; une édition des "Mémoires de Charles XII"; un drame, "Le Château de Kronborg"; une étude sur l'armée suédoise, etc. Son premier volume de poésies, adressé anonyme à l'Académie suédoise, avait remporté une seconde médaille. Ses traductions de drames allemands lui ont valu, en 1875, le titre de membre de l'Académie de Berlin. Ses divers ouvrages ont été traduits en allemand, quelques-uns en anglais. On a traduit en français son drame sous ce titre abrégé: "Quelques heures au Château de Kronborg, le 29 octobre 1658 (Stockholm 1658, en 8), et son étude sur "Charles XII" (1880, en 8).

Les obus - lumière dans la marine.

Un procédé pour trouver la distance du but pendant la nuit.

La connaissance de la distance à laquelle se trouve le but sur lequel on doit tirer est indispensable dans tous les combats.
Sur mer cet élément prend une importance particulière, parce que le gaspillage des munitions, dont les sources ne peuvent contenir qu'une quantité restreinte, peut mettre celui qui s'y livrera dans une situation désastreuse s'il épuise alors que son adversaire aura ménagé les siennes.
On s'ingénie donc à ne tirer qu'en mettant de son côté le plus grand nombre possible de chances d'atteindre le but, souvent très lointain, et qui se montre alors sous la forme d'un mince fuseau se profilant sur l'horizon.
Beaucoup d'instruments, plus ou moins précis ont été expérimentés pour obtenir à tout instant la distance d'un bâtiment. Après de nombreux tâtonnements de longues discussions, la marine française a adopté un télémètre anglais d'ailleurs, inventé et construit par les ingénieurs Barr et Strond, dont entre parenthèses tous les bâtiments français ne sont pas encore munis.
Les résultats fournis par cet instrument sont excellents, mais on a dû prévoir que son usage, en temps de guerre, lorsque tomberait sur les navires cette pluie de projectiles que les survivants de Tsou-hima ont appelée l'"Ouragan d'acier", resterait fort défectueux, et qu'il risquerait fort d'être détruit rapidement.
Il restera, à ce moment, comme ressource à l'officier chargé de la direction du tir, pour trouver la distance à laquelle il devra faire pointer ses canons, le procédé qui consiste à tirer avec une pièce légère en faisant varier la hausse jusqu'à ce que, en observant les points de chute des projectiles, on arrive à connaître celle qui convient à ce moment même.
On conçoit que cette méthode soit applicable pendant le jour. Les gerbes d'eau que soulèvent les projectiles en touchant la mer s'aperçoivent en effet de très loin et donnent les indications nécessaires.
Il n'en est pas de même la nuit, et l'appréciation de la distance ne peut plus alors être fournie, ni par un instrument ni par l'observation des points de chute.
L'invention d'un ingénieur américain vient de combler cette lacune.
Elle consiste à installer au culot de certains projectiles une cavité contenant une poudre semblable à celle dont sont munies les fusées des feux d'artifice, et qui produit une si belle illumination dans les airs au moment où elles éclatent. Cette poudre, par un mécanisme ingénieux, s'enflamme dès que le

projectile a quitté l'âme de la pièce, produit une lumière qui permet de le suivre des yeux pendant tout son trajet, et de constater s'il tombe dans l'eau, ou s'il touche le but.
La marine américaine emploie couramment ces obus lumineux, depuis près d'un an, pour ses tirs de nuit, et les officiers canoniers se déclarent très satisfaits des résultats qu'ils fournissent.
La commission d'expériences d'artillerie de la marine française expérimente en ce moment ce procédé au polygone de Gèvres.

Crise conjurée

De Goulois de Paris.
Au plus fort de la crise américaine, le "New York Herald", qui défend naturellement le crédit de son pays et les intérêts de ses compatriotes, avait montré quelque émotion en apprenant que la Banque de France aurait refusé tout savoir d'or en Amérique, si le gouvernement ne lui accordait une garantie que n'autorisait pas la Constitution.
Le "New York Herald" faisait fort justement observer que le commerce français, qui — pour les articles de luxe — compte de nombreux clients en Amérique, devait souhaiter la fin d'une crise dont les répercussions atteignaient gravement.
C'est un argument pratique et dont nous ne méconnaissons pas la valeur. Il en est, d'un ordre plus idéal, qui, à notre avis, ne sont pas moins frappants. Les meilleurs d'entre eux, Français, Lafayette, Rochambeau, Laussat, etc., ont traversé l'Atlantique, ont versé leur sang pour aider les Américains du Nord à conquérir leur indépendance. En ce temps-là, les armes de la France étaient prépondérantes dans le monde entier. Aujourd'hui, nous avons perdu — momentanément — la maîtrise des champs de bataille, mais nous sommes encore les maîtres de l'or, et l'or doit nous rendre les mêmes services qu'autrefois l'épée: nous conquérir des sympathies, nous assurer — pour les obligations qu'il nous arboré — des amis utiles. Puisque, à l'heure actuelle, nous ne sommes et ne voulons être que des banquiers, faisons preuve, sous cet aspect nouveau, de générosité, d'indulgence et d'initiative éclairée. Assurément, c'est pour nous un rôle moins glorieux que celui qui nous incombait à d'autres époques, mais si nous sommes habiles, nous en pourrions tirer un profit peut-être plus certain. A l'heure actuelle, les inquiétudes manifestées par le "New York Herald" doivent être dissipées: notre gouvernement, qui avait engagé la Banque de France à faciliter la tâche de la Banque d'Angleterre, agissant pour le compte de l'Amérique, l'autorise à échanger, pour conjurer la crise, non du papier, mais des sigles d'or — il y en a pour cinq cents millions dans ses caves — contre des traites réellement tirées par des commerçants américains sur des financiers français.

A la détente qui a suivi ces opérations — détente indiquée par ce thermomètre: le cours du change — on peut mesurer l'importance de l'appui que nous avons prêté à l'Amérique. Les statuts de la Banque de France ne lui permettaient pas de faire davantage; son action n'est pas étendue à ce point limitée si les Etats-Unis possédaient un organisme comparable à celui qui fonctionne, non seulement en France, mais encore en Angleterre, en Allemagne et en Italie; la crise eût été sans doute plus rapidement conjurée. Une Banque d'Etat américaine aurait pu traiter avec la Banque de France et obtenir d'elle directement l'appui qui lui a été donné par l'intermédiaire de la Banque d'Angleterre. De bons esprits estiment que la leçon de choses aura porté ses fruits et que l'Amérique, qui nous a beaucoup emprunté et auquel beaucoup prêté, vaudra modeler son système financier sur le nôtre.

Je reconnais toutefois que l'on ne doit pas comparer ce que l'on pourrait appeler la "psychologie" économique des Etats-Unis à celle de la France, et ici, je vais traiter, d'ailleurs très brièvement, une question fort délicate. Nous n'aimons pas que les étrangers s'occupent de nos affaires intérieures, nous voulons donc montrer la même discrétion à l'égard des autres pays; il est cependant malaisé d'apprécier la crise dont souffre en ce moment l'Amérique, sans en indiquer l'une des causes principales. Le président Roosevelt a, sinon détraqué, du moins troublé profondément le mécanisme financier des Etats-Unis, en y portant une main trop prompte et peut-être trop rude. Il a sans doute constaté que, chez nous, la puissance de l'or s'exerce parfois de façon abusive, et il a voulu délivrer son pays de l'oppression qui à certaines heures, a pesé sur la nôtre. Il a commis à cet égard une erreur grave.
En France, toutes les suprématies ont été excessivement abattues. L'Eglise est traitée en ennemie, la noblesse est sans pouvoir, la supériorité intellectuelle ne suffit pas à conquérir à celui qui la possède l'accès des fonctions publiques. L'or sent la gêne et quelquefois gouverne; la finance s'est substituée à toutes les autres aristocraties, et comme il était facile de le prévoir, elle n'apporte pas toujours une suffisante modération dans l'affirmation de sa puissance.
Il n'en est pas de même aux Etats-Unis, dans ce pays d'immense étendue qui n'a pas cent trente ans d'existence et qui a dû improviser son outillage, orner de toutes pièces ses moyens de richesse et ses éléments de prospérité. La grande concentration des capitaux dans un petit nombre de mains, qui serait un danger chez nous, est là-bas une nécessité. Le "milliard" est opposé en France, tandis qu'il est créateur en Amérique. M. Roosevelt, ôdant à de généreuses, mais imprudentes inspirations, a cru favoriser les petits en attaquant les grands, et le résultat de cette conception quelque peu démagogique est à l'incertitude de ce qu'il croyait en pouvoir attendre.
D'importantes industries sont ruinées; de vastes mines ont dû se mettre en chômage; de hauts fourneaux sont éteints; une Société tel qu'il, elle seule, avait commandé quatre cents locomotives à de grands établissements métallurgiques, a annulé ses ordres. Un million d'ouvriers — peut-être — sont aujourd'hui privés, par le fait de la crise, de leur gain quotidien. Je n'insiste pas sur ce douloureux tableau. Assés bien ce n'est pas au moment où des amis s'abaissent des épreuves qu'il est opportun de les juger. C'est l'heure, au contraire, où, ayant fait grand cas de leur amitié, on doit se montrer heureux de leur prouver qu'ils peuvent à leur tour compter sur la nôtre.
D'ailleurs la crise, pour si profonde qu'elle soit, ne sera que passagère, et la vitalité américaine en sera une fois de plus promptement raison.

celle de la France, et ici, je vais traiter, d'ailleurs très brièvement, une question fort délicate. Nous n'aimons pas que les étrangers s'occupent de nos affaires intérieures, nous voulons donc montrer la même discrétion à l'égard des autres pays; il est cependant malaisé d'apprécier la crise dont souffre en ce moment l'Amérique, sans en indiquer l'une des causes principales. Le président Roosevelt a, sinon détraqué, du moins troublé profondément le mécanisme financier des Etats-Unis, en y portant une main trop prompte et peut-être trop rude. Il a sans doute constaté que, chez nous, la puissance de l'or s'exerce parfois de façon abusive, et il a voulu délivrer son pays de l'oppression qui à certaines heures, a pesé sur la nôtre. Il a commis à cet égard une erreur grave.
En France, toutes les suprématies ont été excessivement abattues. L'Eglise est traitée en ennemie, la noblesse est sans pouvoir, la supériorité intellectuelle ne suffit pas à conquérir à celui qui la possède l'accès des fonctions publiques. L'or sent la gêne et quelquefois gouverne; la finance s'est substituée à toutes les autres aristocraties, et comme il était facile de le prévoir, elle n'apporte pas toujours une suffisante modération dans l'affirmation de sa puissance.
Il n'en est pas de même aux Etats-Unis, dans ce pays d'immense étendue qui n'a pas cent trente ans d'existence et qui a dû improviser son outillage, orner de toutes pièces ses moyens de richesse et ses éléments de prospérité. La grande concentration des capitaux dans un petit nombre de mains, qui serait un danger chez nous, est là-bas une nécessité. Le "milliard" est opposé en France, tandis qu'il est créateur en Amérique. M. Roosevelt, ôdant à de généreuses, mais imprudentes inspirations, a cru favoriser les petits en attaquant les grands, et le résultat de cette conception quelque peu démagogique est à l'incertitude de ce qu'il croyait en pouvoir attendre.
D'importantes industries sont ruinées; de vastes mines ont dû se mettre en chômage; de hauts fourneaux sont éteints; une Société tel qu'il, elle seule, avait commandé quatre cents locomotives à de grands établissements métallurgiques, a annulé ses ordres. Un million d'ouvriers — peut-être — sont aujourd'hui privés, par le fait de la crise, de leur gain quotidien. Je n'insiste pas sur ce douloureux tableau. Assés bien ce n'est pas au moment où des amis s'abaissent des épreuves qu'il est opportun de les juger. C'est l'heure, au contraire, où, ayant fait grand cas de leur amitié, on doit se montrer heureux de leur prouver qu'ils peuvent à leur tour compter sur la nôtre.
D'ailleurs la crise, pour si profonde qu'elle soit, ne sera que passagère, et la vitalité américaine en sera une fois de plus promptement raison.

Je reconnais toutefois que l'on ne doit pas comparer ce que l'on pourrait appeler la "psychologie" économique des Etats-Unis à celle de la France, et ici, je vais traiter, d'ailleurs très brièvement, une question fort délicate. Nous n'aimons pas que les étrangers s'occupent de nos affaires intérieures, nous voulons donc montrer la même discrétion à l'égard des autres pays; il est cependant malaisé d'apprécier la crise dont souffre en ce moment l'Amérique, sans en indiquer l'une des causes principales. Le président Roosevelt a, sinon détraqué, du moins troublé profondément le mécanisme financier des Etats-Unis, en y portant une main trop prompte et peut-être trop rude. Il a sans doute constaté que, chez nous, la puissance de l'or s'exerce parfois de façon abusive, et il a voulu délivrer son pays de l'oppression qui à certaines heures, a pesé sur la nôtre. Il a commis à cet égard une erreur grave.
En France, toutes les suprématies ont été excessivement abattues. L'Eglise est traitée en ennemie, la noblesse est sans pouvoir, la supériorité intellectuelle ne suffit pas à conquérir à celui qui la possède l'accès des fonctions publiques. L'or sent la gêne et quelquefois gouverne; la finance s'est substituée à toutes les autres aristocraties, et comme il était facile de le prévoir, elle n'apporte pas toujours une suffisante modération dans l'affirmation de sa puissance.
Il n'en est pas de même aux Etats-Unis, dans ce pays d'immense étendue qui n'a pas cent trente ans d'existence et qui a dû improviser son outillage, orner de toutes pièces ses moyens de richesse et ses éléments de prospérité. La grande concentration des capitaux dans un petit nombre de mains, qui serait un danger chez nous, est là-bas une nécessité. Le "milliard" est opposé en France, tandis qu'il est créateur en Amérique. M. Roosevelt, ôdant à de généreuses, mais imprudentes inspirations, a cru favoriser les petits en attaquant les grands, et le résultat de cette conception quelque peu démagogique est à l'incertitude de ce qu'il croyait en pouvoir attendre.
D'importantes industries sont ruinées; de vastes mines ont dû se mettre en chômage; de hauts fourneaux sont éteints; une Société tel qu'il, elle seule, avait commandé quatre cents locomotives à de grands établissements métallurgiques, a annulé ses ordres. Un million d'ouvriers — peut-être — sont aujourd'hui privés, par le fait de la crise, de leur gain quotidien. Je n'insiste pas sur ce douloureux tableau. Assés bien ce n'est pas au moment où des amis s'abaissent des épreuves qu'il est opportun de les juger. C'est l'heure, au contraire, où, ayant fait grand cas de leur amitié, on doit se montrer heureux de leur prouver qu'ils peuvent à leur tour compter sur la nôtre.
D'ailleurs la crise, pour si profonde qu'elle soit, ne sera que passagère, et la vitalité américaine en sera une fois de plus promptement raison.

Je reconnais toutefois que l'on ne doit pas comparer ce que l'on pourrait appeler la "psychologie" économique des Etats-Unis à celle de la France, et ici, je vais traiter, d'ailleurs très brièvement, une question fort délicate. Nous n'aimons pas que les étrangers s'occupent de nos affaires intérieures, nous voulons donc montrer la même discrétion à l'égard des autres pays; il est cependant malaisé d'apprécier la crise dont souffre en ce moment l'Amérique, sans en indiquer l'une des causes principales. Le président Roosevelt a, sinon détraqué, du moins troublé profondément le mécanisme financier des Etats-Unis, en y portant une main trop prompte et peut-être trop rude. Il a sans doute constaté que, chez nous, la puissance de l'or s'exerce parfois de façon abusive, et il a voulu délivrer son pays de l'oppression qui à certaines heures, a pesé sur la nôtre. Il a commis à cet égard une erreur grave.
En France, toutes les suprématies ont été excessivement abattues. L'Eglise est traitée en ennemie, la noblesse est sans pouvoir, la supériorité intellectuelle ne suffit pas à conquérir à celui qui la possède l'accès des fonctions publiques. L'or sent la gêne et quelquefois gouverne; la finance s'est substituée à toutes les autres aristocraties, et comme il était facile de le prévoir, elle n'apporte pas toujours une suffisante modération dans l'affirmation de sa puissance.
Il n'en est pas de même aux Etats-Unis, dans ce pays d'immense étendue qui n'a pas cent trente ans d'existence et qui a dû improviser son outillage, orner de toutes pièces ses moyens de richesse et ses éléments de prospérité. La grande concentration des capitaux dans un petit nombre de mains, qui serait un danger chez nous, est là-bas une nécessité. Le "milliard" est opposé en France, tandis qu'il est créateur en Amérique. M. Roosevelt, ôdant à de généreuses, mais imprudentes inspirations, a cru favoriser les petits en attaquant les grands, et le résultat de cette conception quelque peu démagogique est à l'incertitude de ce qu'il croyait en pouvoir attendre.
D'importantes industries sont ruinées; de vastes mines ont dû se mettre en chômage; de hauts fourneaux sont éteints; une Société tel qu'il, elle seule, avait commandé quatre cents locomotives à de grands établissements métallurgiques, a annulé ses ordres. Un million d'ouvriers — peut-être — sont aujourd'hui privés, par le fait de la crise, de leur gain quotidien. Je n'insiste pas sur ce douloureux tableau. Assés bien ce n'est pas au moment où des amis s'abaissent des épreuves qu'il est opportun de les juger. C'est l'heure, au contraire, où, ayant fait grand cas de leur amitié, on doit se montrer heureux de leur prouver qu'ils peuvent à leur tour compter sur la nôtre.
D'ailleurs la crise, pour si profonde qu'elle soit, ne sera que passagère, et la vitalité américaine en sera une fois de plus promptement raison.

Je reconnais toutefois que l'on ne doit pas comparer ce que l'on pourrait appeler la "psychologie" économique des Etats-Unis à celle de la France, et ici, je vais traiter, d'ailleurs très brièvement, une question fort délicate. Nous n'aimons pas que les étrangers s'occupent de nos affaires intérieures, nous voulons donc montrer la même discrétion à l'égard des autres pays; il est cependant malaisé d'apprécier la crise dont souffre en ce moment l'Amérique, sans en indiquer l'une des causes principales. Le président Roosevelt a, sinon détraqué, du moins troublé profondément le mécanisme financier des Etats-Unis, en y portant une main trop prompte et peut-être trop rude. Il a sans doute constaté que, chez nous, la puissance de l'or s'exerce parfois de façon abusive, et il a voulu délivrer son pays de l'oppression qui à certaines heures, a pesé sur la nôtre. Il a commis à cet égard une erreur grave.
En France, toutes les suprématies ont été excessivement abattues. L'Eglise est traitée en ennemie, la noblesse est sans pouvoir, la supériorité intellectuelle ne suffit pas à conquérir à celui qui la possède l'accès des fonctions publiques. L'or sent la gêne et quelquefois gouverne; la finance s'est substituée à toutes les autres aristocraties, et comme il était facile de le prévoir, elle n'apporte pas toujours une suffisante modération dans l'affirmation de sa puissance.
Il n'en est pas de même aux Etats-Unis, dans ce pays d'immense étendue qui n'a pas cent trente ans d'existence et qui a dû improviser son outillage, orner de toutes pièces ses moyens de richesse et ses éléments de prospérité. La grande concentration des capitaux dans un petit nombre de mains, qui serait un danger chez nous, est là-bas une nécessité. Le "milliard" est opposé en France, tandis qu'il est créateur en Amérique. M. Roosevelt, ôdant à de généreuses, mais imprudentes inspirations, a cru favoriser les petits en attaquant les grands, et le résultat de cette conception quelque peu démagogique est à l'incertitude de ce qu'il croyait en pouvoir attendre.
D'importantes industries sont ruinées; de vastes mines ont dû se mettre en chômage; de hauts fourneaux sont éteints; une Société tel qu'il, elle seule, avait commandé quatre cents locomotives à de grands établissements métallurgiques, a annulé ses ordres. Un million d'ouvriers — peut-être — sont aujourd'hui privés, par le fait de la crise, de leur gain quotidien. Je n'insiste pas sur ce douloureux tableau. Assés bien ce n'est pas au moment où des amis s'abaissent des épreuves qu'il est opportun de les juger. C'est l'heure, au contraire, où, ayant fait grand cas de leur amitié, on doit se montrer heureux de leur prouver qu'ils peuvent à leur tour compter sur la nôtre.
D'ailleurs la crise, pour si profonde qu'elle soit, ne sera que passagère, et la vitalité américaine en sera une fois de plus promptement raison.

PENSÉE.
Aujourd'hui je ne trouve de science vraie que là où je ne voyais autrefois que des rêves et des chimères; la religion seule résout les problèmes que la philosophie pose.
MAINE DE BRAM.

L'impératrice de Russie est gravement malade.

St-Petersbourg, Russie, 9 décembre.—L'état de l'impératrice s'est subitement aggravé dans la nuit et cause les plus graves appréhensions aux médecins de la Cour. Une consultation a eu lieu cet après-midi au palais de Tsarskoïe Selo à laquelle ont pris part les médecins de la Cour et plusieurs des sommités médicales de St-Petersbourg.
L'impératrice de peut garder aucune nourriture et tous les efforts tentés jusqu'ici pour lui faire prendre des médicaments ont échoué.
Le Tsar ne quitte plus la chambre de la malade. L'impératrice douairière qui est actuellement en exil à Coppenhague a été appelée à St-Petersbourg où l'on croit qu'elle arrivera demain matin.